modifiant celui du 10 janvier 2007 d'application de la loi du 25 novembre 1987 sur l'état civil

du 15 juin 2022

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu le préavis du Département de économie, de l'innovation et du sport

arrête

Article Premier

¹ Le règlement du 10 janvier 2007 d'application de la loi du 25 novembre 1987 sur l'état civil est modifié comme il suit :

Art. 1 Arrondissement

¹ Le canton de Vaud forme un seul arrondissement de l'état civil (ci-après : office de l'état civil du canton de Vaud).

² Sans changement.

³ Sans changement.

Art. 3 Sans changement

¹ Le service en charge de l'état civil (ci-après : le service) peut créer un office de l'état civil spécialisé, dont les activités englobent la totalité du territoire cantonal.

² Sans changement.

³ Sans changement.

⁴ Sans changement.

Art. 3a Antennes

¹ Le service peut créer des bureaux externes au siège principal de l'état civil, notamment dans les principales maternités du canton.

Art. 4 Sans changement

¹ Sans changement.

² Ils préparent et célèbrent les mariages.

³ Sans changement.

⁴ Sans changement.

Art. 5 Sans changement

¹ Les circulaires et directives du service ont force obligatoire, dans la mesure où le droit fédéral ne prévoit pas de réglementation exhaustive.

² Le service édicte les directives nécessaires à l'organisation de l'état civil dans le canton de Vaud.

Art. 9 Sans changement

¹ Sans changement.

² Le service collabore dans la mesure du possible dans le domaine de la formation avec d'autres cantons ou avec des organismes ou des groupes de formation appropriés.

Art. 11 Sans changement

¹ Sans changement.

² Sans changement.

^{2bis} Une convention de formation est établie par le service avec chaque personne nouvellement engagée suivant la formation d'officier d'état civil et ne disposant pas du brevet fédéral d'officier d'état civil.

³ Sans changement.

Art. 14 Sans changement

¹ Sans changement.

a. Sans changement.

- b. Sans changement.
- c. Sans changement.
- d. à la justice de paix du domicile du défunt de nationalité étrangère : les actes d'état civil fournis pour le traitement de l'enregistrement du décès ;
- e. à la justice de paix de l'arrondissement du domicile du disparu, si ce domicile est connu : l'enregistrement de la déclaration d'absence (art. 38 CC) ainsi que la levée de cette déclaration ;
- f. à l'autorité de protection de l'enfant du lieu de domicile de la personne concernée : l'adoption d'un enfant mineur en Suisse ;
- g. au service de protection de la jeunesse du domicile de la personne adoptée : l'adoption prononcée pour un enfant mineur dans le canton de Vaud ou à l'étranger si l'adoption est transcrite en Suisse par l'état civil vaudois.

Art. 17 Sans changement

¹ Le service ordonne d'office ou sur demande la modification administrative de données de l'état civil prévue à l'article 29, alinéa 1 OEC.

² Toute demande doit être présentée par écrit au service avec les pièces justificatives nécessaires.

Art. 19 Sans changement

¹ Sans changement.

² Sans changement.

³ Les mariages sont célébrés du lundi au samedi.

⁴ L'office de l'état civil du canton de Vaud dispose des salles de mariage agréées par le service.

Art. 20 Abrogé

¹ Abrogé.

² Abrogé.

³ Abrogé.

⁴ Abrogé.

⁵ Abrogé.

Art. 21 Sans changement

¹ Le service peut autoriser, sur demande, la mise à disposition de salles particulières, situées dans d'autres lieux que ceux prévus par l'office de l'état civil du canton de Vaud et jugées appropriées pour les célébrations de mariage. L'autorisation est révoquée si des circonstances surviennent qui en auraient empêché son octroi. Elle est caduque si l'offre n'a pas été mise à profit pendant une durée de deux ans.

² Sans changement.

³ Sans changement.

⁴ Les célébrations de mariages dans les salles particulières sont possibles après entente entre les fiancés et l'entité qui met la salle à disposition et si les circonstances le permettent. Il n'existe pas de droit à l'utilisation de telles salles.

⁵ Sans changement.

⁶ Sans changement.

Art. 21a Sans changement

¹ Sans changement.

² Les salles particulières doivent, pour obtenir l'autorisation du service, répondre aux critères suivants :

- a. le lieu où se déroule la célébration de mariage doit s'inscrire en priorité dans un site public, doté d'un cadre à caractère exceptionnel d'ordre historique (châteaux, bâtiments similaires, bateaux "belle époque", etc.), patrimonial (site culturel reconnu, monument classé, lieux possédant des particularités historiques, architecturales, etc.) ou touristique (situation originale, lieu touristique d'exception, etc.) ;

- b. la salle particulière peut être utilisée tous les jours ouvrables, du lundi au samedi, en particulier jusqu'à trois samedis par mois ; elle doit être mise à disposition pour accueillir plus d'une célébration de mariage le samedi ;
- c. Sans changement.

³ Sans changement.

Art. 2 ***Approbation***

¹ Le présent règlement est soumis à l'approbation de la Confédération.

Art. 3 ***Entrée en vigueur***

¹ Le Département de l'économie, de l'innovation et du sport est chargé de l'exécution du présent règlement qui entre en vigueur le 1er juillet 2022.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 15 juin 2022.

La présidente:

N. Gorrite

Le chancelier:

A. Buffat

Date de publication : 21 juin 2022